

Tunisie : Non au projet de réforme constitutionnelle !

Category: Communiqués, International

écrit par jmfouquer | 24 juillet 2022

Un an après le « coup d'État constitutionnel » du 25 juillet 2021, mesure soi-disant prise à titre provisoire, mais donnant dans la réalité tout le pouvoir au Président de la République, Kaïs Saïed avec ce projet de réforme constitutionnelle, propose d'institutionnaliser cet état de fait et d'instaurer un régime présidentiel totalement hégémonique et autoritaire. Depuis un an, on a assisté à la dissolution du Parlement puis à celle du Conseil supérieur de la magistrature et à la nomination d'un conseil de son choix, à la désignation d'une nouvelle direction à l'Instance Supérieure Indépendante pour les Élections (ISIE) selon des modalités fixées à sa discrétion. Et également à la révocation de 57 juges avec, dans la foulée, une campagne de dénigrement sur les réseaux sociaux contre certains d'entre eux.

Ainsi, au cours des derniers mois, le chef de l'État a systématiquement démantelé l'édifice institutionnel consacré par la Constitution de 2014 et s'est attaqué à l'ensemble des contre-pouvoirs censés prévenir tout retour à l'autoritarisme. Le texte de 2014 avait sans doute besoin d'être amendé, d'autant que le rôle joué par le parti islamiste Ennhada avait été extrêmement négatif. La situation dramatique de la Tunisie et le rejet de la politique suivie expliquent l'installation de Kaïs Saïed, sans opposition véritable. Mais, en mettant en place une nouvelle architecture institutionnelle, en ayant recours à une rhétorique nationale-populiste exacerbée reposant, entre autres, sur une nouvelle conception des rapports entre la religion et l'État, c'est l'ensemble des orientations qui gouvernent la Tunisie depuis son indépendance que Kaïs Saïd a décidé de balayer.

ENSEMBLE !, qui avait soutenu avec enthousiasme l'impulsion donnée aux révolutions arabes par le peuple tunisien en 2011/2012, s'associe à la déclaration des associations et organisations tunisiennes en France : « *Nous proclamons notre rejet du projet de Constitution soumis à référendum et appelons à son retrait et à l'ouverture d'un véritable dialogue national participatif pour mener à bien des réformes constitutionnelles respectueuses de la dignité des Tunisiennes et Tunisiens et répondant à leurs aspirations à la liberté, l'égalité et la justice sociale.* »

ENSEMBLE !

**MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE
DE GAUCHE ÉCOLOGISTE ET SOLIDAIRE**

Communiqué du 24/07/2022